

1. Les approches réalistes des relations internationales

Réalisme= Kennedy

Origine ancienne : Thucydide, Machiavel

Vision uniquement interétatique.

Logique historique et analytique : chaque État cherche à maximiser sa puissance

On considère compétition spontanée, la politique extérieure échappe donc à la morale.

Critiques :

- Caractère trop descriptif (autolimitation)
- Vision du monde des Chefs d'États
- Amoralisme
- Notion d'intérêt général vide de sens → naissance d'un État → intérêt donc il y a une multitude d'intérêt et non un seul.
- La notion de puissance n'est pas forcément monopolisée par l'État (ONG)
- N'explique pas des périodes comme la détente pendant la Guerre Froide

Néoréalisme=Reagan (70's)

Néoréalistes : vision dominée par une approche conflictuelle et compétitive des RI, mais dans un cadre organisée qui favorise le compromis.

Infléchissement des extrêmes de la doctrine réaliste.

- La coopération entre les États peut être positive
- Acceptation de l'organisation internationale positive pour tous (OTAN)
- Vraie logique d'intérêt national



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



2. La géopolitique

- Terme apparaît au XIXème avec le Suédois KJELLEN
- NAPOLEON « La politique des Etats est dans leurs géographie »
- Doctrine MACKINDER Le pivot géographique de l'histoire

Géopolitique : Explication systématique du territoire

- Contraintes territoriales conditionnent la puissance. (Allemagne = politique expansionniste)
 - Duel permanent Terrestre/Maritime
 - Distinction nomades/sédentaires.

Guerre Froide: dimension idéologique et stratégique et non géographique.

Aujourd'hui : redécouverte de l'espace et de la géopolitique → contraintes de territoire, projection de forces...

Démultiplication de la géopolitique avec la naissance de la géostratégie et de la géoéconomie.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



3. Les approches normatives des relations internationales

Volonté de dépassement de l'Etat Souverain.

Recherche de la Paix, de l'harmonie, de l'intégration, pour construire.

Il faut des structures supranationales des réseaux transnationaux.

Dépassement de l'Etat par le haut : les États sont intégrés dans de grands ensembles

Défragmentation par le bas : les États sont trop grands pour s'occuper du local, on donne l'autonomie aux régions qui forment l'Etat.

Approches fédéralistes

Le droit est l'instrument du rapprochement.

- Plan interne : technique de fragmentation du pouvoir.
- Fédéralisme international : important, création de sociétés communes entre les États.

Précurseurs du fédéralisme international

- Abbé Saint Pierre : « paix perpétuelle »
- Saint Simon : préconise un parlement européen au 19^{ème} s

Distinction. Confédéralisme : structures locales déterminent pour le central

Fédéralisme : Structure centrale décide

Jean Monnet

Crée le Comité des Etats-Unis d'Europe + projet de fusion France/GB.

Invente le concept de communauté par supra gouvernement.

Selon lui intégration implique Union politique.

Méthode novatrice : contourner les obstacles politiques à partir de questions techniques.

Exemple : Rendre impossible une guerre entre la France et la GB en solidarissant les économies et en rassemblant les secteurs stratégiques (CECA).



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



4. Les approches sociologiques des relations internationales

Les mécanismes sociaux prévalent sur le droit.

Fonctionnalisme : Vision universelle, visant la coopération plutôt que l'intégration.
Née d'une réflexion sur l'échec de la SDN, trop ambitieuse.

Théories des communications : Les moyens de communication sont à l'origine de la communauté (routes, téléphones...)

EX : Réunification de l'Allemagne par la télévision en 89.

Le Systémisme : Les RI sont organisées sur l'échange entre l'intérieur et l'extérieur des différents ensembles de la société inter.

Ex : Cellules du corps / Blocs GF, intrasystémiques.

La menace vient du déséquilibre. Il faut donc une grande stabilité.

5. Transformation de la société internationale par les deux guerres mondiales

Critiques :

- Caractère trop descriptif (autolimitation)
- Vision du monde des Chefs d'États
- Amoralisme
- Notion d'intérêt général vide de sens → naissance d'un État → intérêt donc il y a une multitude d'intérêt et non un seul.
- La notion de puissance n'est pas forcément monopolisée par l'État (ONG)
- N'explique pas des périodes comme la détente pendant la Guerre Froide

Critiques :

- Caractère trop descriptif (autolimitation)
- Vision du monde des Chefs d'États
- Amoralisme
- Notion d'intérêt général vide de sens → naissance d'un État → intérêt donc il y a une multitude d'intérêt et non un seul.
- La notion de puissance n'est pas forcément monopolisée par l'État (ONG)
- N'explique pas des périodes comme la détente pendant la Guerre Froide



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



6. L'impérialisme européen

Domination politique économique et territoriale. Se traduit par compétition entre les pays Européens.

Justification :

- juridique et matérielle. Découverte= occupation.
- Spirituelles = christianisation.
- Mission civilisationnelle.

Motifs :

- Exploration, commerce, militaire, lobbies en faveur.
- Ressources naturelles, asile religieux, occupation stratégique
- Dimension altruiste

Formes du colonialisme

La conquête

Elle consiste en l'élimination des populations précédentes et l'installation d'une nouvelle. Colonisation totale d'assimilation ou d'extermination.

La colonisation

Superposition de deux populations que l'on hiérarchise au profit des colonisateurs. Pas de vocation à l'éternité.

Discrimination mais pas élimination car :

- Population locale trop nombreuse
- Population locale rentable
- Occupation du territoire temporaire

1885 : acte général de Berlin → fixation des règles de la répartition des territoires colonisés pour éviter des guerres (France vs GB en Afrique).

Conditions pour obtenir une colonie :

- Occupation, présence effective
- Notification

Trouver un déversoir pour les populations excédentaires → une terre promise.

Formes juridiques de la colonisation :

- Assimilation : DOM = réussite/Algérie = échec)
- Statut colonial : droit propre reconnaissant une autonomie aux colonies
- Protectorat : très souple, laisse l'apparence étatique de la population colonisée (Tunisie, Maroc)
- Formules internationales : SDN, ONU confient des mandats sur des territoires ayant perdu des guerres, puis tutelles.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



→ L'influence

Forme minimale d'impérialisme, pas de présence étatique sur le territoire.

Objectif : docilité du pays nouvellement créé.

7. La transnationalisation de la société internationale

Rôle des innovations techniques

Développement des communications → unification des modes de vie.

Conséquences économiques : création et conquête de nouveaux marchés plus vastes → répondre aux investissements lourds.

Conséquences politiques : avantage net (ex : USA domination extra-atmosphérique).

Recherche = pivot.

Recherche + innovations + formation + développement = renforcement de la domination.

Intensification des échanges économiques

Continue depuis 1945, spectaculaire au 20^{ème} s.

Accroissement du rôle des firmes transnationales → interférence entre leurs activités et les rapports entre États.

De 45 à 89 = intensification des échanges avec une discrimination entre les États.

Jusqu'à la chute du Mur de Berlin : triomphe de l'économie de marché avec l'augmentation de la globalisation.

Aujourd'hui : modèle économique unique : économie de marché, libre échange

Profit pour les firmes transnationales et les capitaux flottants.

Globalisation des affrontements idéologiques

Le modèle occidental (liberté) se heurte à la résistance des valeurs d'autres civilisations (Asie, Islam).

Expansion de valeurs universelles

- Droits de l'Homme

Très valorisés même si recouvrent des réalités différentes → droits collectifs et individuels.

USA : liberté d'expression au 1^{er} plan, droit du port d'arme, peine de mort

France : liberté d'expression nuancée, subordonnée, pas de port d'arme, abolition de la peine de mort

→ Pas de valeur universelle.

- Droit humanitaire



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Circonstances exceptionnelles, droit de la guerre.

Exemple : droit de ne pas être torturé, de ne pas être tué...

Protection minimale de l'individu, victimes sont des objets de droit humanitaire.

Droit universellement reconnu.

8. La décolonisation

Pas de préméditation, mal conduite.

Origines :

- Déclin de la puissance des pays européens sur le plan matériel et idéologique
 - Pression des USA et de l'URSS, anticolonialistes car colonies = marché fermé
- 1956 : crise de Suez. France et GB n'ont pas la possibilité d'intervenir à l'extérieur.
Apparition de la lutte des populations colonisées, solidarité croissante.

Modalités de la décolonisation

- Grande-Bretagne

Principale puissance coloniale, a reçu des grosses contreparties de ces colonies après la victoire de 1945 → décolonisation acceptée facilement et tôt.

1^{ère} étape : repliement sur un empire utile (pour le pétrole notamment).

Se retire après Suez.

2^{ème} étape : lorsque la décolonisation n'est pas pacifique (Inde, Pakistan, Afrique du Sud).

- France

Imposée à la France, deux guerres (Indochine, Algérie).

Mais aussi une décolonisation pacifique :

→ Protectorat : Maroc, Tunisie

→ Afrique Noire :

1946 : Union Française (création des TOM)

1956 : Loi Cadre Defferre pour une plus grande autonomie des TOM

1958 : la constitution prévoit une communauté d'États

1960 : tous les États demandent leur indépendance → coopération bilatérale

- Portugal

Résiste car ne comprend pas cette soudaine envie d'indépendance.

→ Radicalisation des mouvements pour l'indépendance

→ Intervention de troupes étrangères (Cubaine)

→ Chute du régime portugais (1974 : révolution des œillets)



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Conséquences

Échec → pas de liberté et pas de prospérité

Entraîne l'apparition d'une société interétatique universelle

Fragilité de ces nouveaux États → produits mais pas construits



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



9. Jean Monnet (1888-1979)

Sa marque dans l'Histoire :

A défaut d'être un intellectuel reconnu ou bien un responsable politique d'envergure, il a exercé une influence considérable. Il a effectivement été le principal inspirateur et concepteur de la construction européenne. Cette dernière a suivi la ligne qu'il avait tracé, partant d'une imbrication et d'une intégration des économies entre elles pour viser plus tard des "Etats-Unis d'Europe". Sa vision est qualifiée de fédéraliste. Il a ainsi commencé par mener le projet de CECA en avril 51. Cette Communauté Economique du Charbon et de l'Acier associe les industries de charbon et d'aciers des 6 futurs pays fondateurs de la CEE. Ces industries étant les premières à être mise à contribution en temps de guerre, on peut dire de cette Communauté qu'elle fut la première pierre de la construction européenne, en enracinant la paix entre les pays qui s'étaient entretués durant les premières et secondes guerres mondiales. Sa vision fédéraliste s'est elle concrétisée par les traités signés à Rome en 1957, fondant l'Euratom et la CEE.

Son cheminement intellectuel et professionnel :

Il est associé aux efforts de guerre des alliés durant les 2 guerres mondiales, comme chargé de coordination des transports maritimes. Il a ainsi assisté le Général de Gaulle. Il est secrétaire adjoint de la SDN, puis banquier, et créateur du Commissariat au Plan à la Libération. C'est un socialiste libéral, qui a foi dans les institutions : pour lui, elles accumulent au travers des décennies la sagesse collective, tandis que l'homme recommence perpétuellement la même expérience. C'est la pierre sur laquelle construire une organisation sociale.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



10. État et Nation

Question qui définit l'État par rapport à lui-même. Plus le lien entre la population et l'État est fort, plus cela veut dire que l'État est stable et qu'il contribue à des rapports internationaux paisibles.

État nation

Principe consacré après la Révolution Française.

19^{ème} s : principe des nationalités

Principe de légitimité de l'État, en théorie facteur de paix mais belligérant dans la pratique (car plusieurs conceptions de la nationalité).

- Conception française : facteurs subjectifs et volontaristes d'appartenance
→ Nation française produit de l'État.
- Conception allemande : facteurs objectifs, imprégnation culturelle, ethnique
→ Nation germanique préexistante à l'État.

États multinationaux

Associations de plusieurs populations nationales de manière volontaire ou subie.

Coexistence entre les nationalités → source de conflit (Yougoslavie)

Formule moderne = fédéralisme.

Minorités nationales

Développement lorsque l'État est en crise.

Notion contradictoire : la Nation ne peut pas être minoritaire. 2 éléments doctrinaux cumulatifs :

- Besoin d'un groupe au sein d'une identité plus vaste avec une existence politique et un sentiment d'existence propre
- Existence d'un lien avec une portion du territoire

Si la minorité a un lien avec un pays étranger → irrédentisme.

Nation sans État

Europe au 19^{ème} s ou lors de la décolonisation. Très peu aujourd'hui car facteur de conflit (Palestiniens, Kurdes partagés entre plusieurs pays).

État sans Nation

La construction d'une Nation est le projet de l'État → dû à l'apparition d'États.

→ Variante du principe de nationalité, pas de réalité nationale.

Afrique → acceptation des frontières coloniales → conflits.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



11. Les relations diplomatiques

Origine : Grèce antique et Rome

Définition dans le cadre de l'État moderne : représentation permanente d'un État devant un autre sans mission particulière, d'où la naissance d'un droit diplomatique.

Convention de Vienne de 1961 et 1963 (relations diplomatiques et consulaires).

La mission diplomatique vise les locaux et le personnel.

- Relation diplomatique : entre les États → relations publiques
- Relation consulaire : rapports entre les États et les individus

1 seule ambassade dans la capitale (≠ consuls)

Droit de légation actif (envoi de diplomates) et passif (réception de diplomates).

L'État d'accueil doit accréditer les diplomates qui sont sur son sol. L'État peut au maximum lui retirer son accréditation, mais pas plus car il bénéficie de privilèges qui reposent sur l'indépendance de sa personne et l'intégrité de sa mission.

→ Immunité (pénale, civile, fiscale) étendue à la famille du diplomate.

Seul l'État d'envoi peut lever cette immunité.

→ Protection fonctionnelle de l'ambassade. Pas de possibilité de droit d'asile.

Vicissitudes :

- Manifestations hostiles contre l'ambassade : pillages, assassinats
- Ecoutes illégales des communications des ambassades (URSS vs USA)
- Prise d'otage entre 1979 et 1980 dans une ambassade à Téhéran
- Attentats du 11 septembre contre les ambassades USA en Afrique
- Atteinte à la valise diplomatique

Rôle symbolique : plus l'État a de représentants à l'étranger et plus son rôle international est actif. France = 2^{ème} réseau.

Fonction d'information et d'échange : porte-parole des vues de son pays.

Renseignements : au sujet du pays d'accueil.

Négociation bilatérale : conclusion d'accords économiques, culturels...

Déclin :

- Information : faites également par l'extérieur au milieu diplomatique (médias)
- Banalisation : les ambassadeurs sont de plus en plus des exécutants
- Court-circuit dans les négociations : relations directes des chefs d'États



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



12. Le territoire de l'État

Plan juridique

Territoire terrestre

= Toutes les parties solides et fluides (lacs, rivières, ports, fleuves, étangs...).

Souveraineté pleine et entière de l'État.

Territoire maritime

→ Mer territoriale (120 miles nautiques) : souveraineté pleine et entière sauf droit de passage.

→ Fond de l'eau et sous-sols : prolongement du continent sur la mer

Max 350 miles nautiques, protection, exploration, exploitation.

→ Zone économie exclusive : espace maritime, 200 miles nautiques.

→ Haute mer : patrimoine commun de l'Humanité.

Territoire aérien

= Colonne d'air surplombant le territoire terrestre et la mer continentale.

Souveraineté territoriale de l'État.

Espace extra-atmosphérique → pas d'appropriation.

Plan matériel

L'État exerce seul des compétences territoriales.

Les espaces libres (Haute mer) reculent → ressources à prendre → accroissement du compartimentage de la mer.

Inégalité et diversité entre les États :

- Espace maritime : États enclavés, grande surface maritime, archipélagiques, côtiers...
- Espace terrestre : États étendus, continus, sources de ressources...

Déterritorialisation des RI → prise en compte de la population, économie...

Contraintes

Le territoire est plus un concept qu'un espace actuellement, c'est une mystique.

Il faut défendre la population vivant sur le territoire. Enjeu des frontières.

UE : problème de peuples nomades avec l'ouverture des frontières.

Importance aujourd'hui : utiliser les ressources naturelles plutôt que les avoir.

L'existence des frontières n'est pas une condition juridique obligatoire, condition de sécurité.

Double mouvement :

- Stabilisation des frontières : décolonisation
- 1947-1970 : remise en cause des espaces établis

Deux types de contestation :

- Espace maritime : contestation pour des îles (Chine, Japon, Vietnam)
- Espace terrestre : remise en cause de l'identité de l'État



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



13. La puissance dans les relations internationales

La puissance c'est une capacité de faire, de faire faire, d'empêcher de faire et de refuser de faire.

Puissance sur les esprits : capacité de savoir, de connaître, d'influencer, de convaincre.

Puissance sur les choses : disposer des moyens matériels pour intervenir.

Puissance sur les valeurs : idéologique ou religieux.

Force : détention d'un ensemble de moyens de contrainte et de coercition → faiblesse de la puissance.

Violence : coercition brutale exercée contre des personnes, biens, institutions → émet des doutes sur la réalité de la puissance/contre une autre puissance.

Pouvoir : notion politique, juridique qui consiste à définir la puissance par le droit.

→ Pouvoir juridique qui suppose la séparation des pouvoirs

→ La puissance est un ordre de fait, ne peut être enfermée dans le droit

Puissance immatérielle

Ne s'identifie avec aucun élément concret ou objet qui en serait le ressort.

Les éléments matériels font la puissance, ne sont pas la puissance, ce qui compte, c'est la gestion de ces éléments.

Puissance évolutive

- Dynamique interne

Aucune composante n'est jamais stabilisée sans que les États ne les maîtrisent.

Ex : France au 17^{ème} s → puissance = population

Au 18^{ème} s → déclin démographique, population = faiblesse.

- Dynamique externe

Transformation des composantes extérieures

Ex : évolution du charbon, puis du pétrole...

Difficulté d'anticipation des avancées technologiques.

Dématérialisation des composantes de la puissance. Aujourd'hui, l'économie surpasse le militaire.

Limites



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Pour limiter une puissance il faut en trouver une autre de puissance équivalente → répartition des puissances entre les États → hiérarchie.

14. Les puissances mondiales

États dont les sphères d'intérêt et de capacité sont universelles.

Il faut un grand dessein qui va au-delà du propre intérêt national (ou alors l'englobant dans un cadre plus large).

USA, URSS pendant la 2nde Guerre Mondiale.

Quand il y a une seule puissance mondiale

Cas actuel.

Leadership (situation positive) ou hégémonie (situation contestable) ?

Quand il y a deux puissances mondiales

Situation de la Guerre Froide.

Oscillation entre altercation et coopération.

Situation triangulaire

Trois puissances ou trois groupes de puissance qui s'équilibrent, mais souvent deux s'allient contre la troisième.

Mouvement de bascule permanent méfiance, phases de diplomatie, instabilité constante

Entre 1933 et 1940 : chacun tentait de s'associer contre le troisième.

La pentarchie

Toujours là mais plus ou moins visible.

Aujourd'hui 5 membres au conseil de sécurité de l'ONU (France, GB, USA, Chine, Russie).

Pas stable et évolue souvent vers la bipolarisation avec des alliances.

15. Les puissances régionales

Capacité géographique d'action et d'influence.

Diversité

Territoire étendu et population forte (Inde)/territoire moins peuplé et plus récent (Brésil)

→ La notion de puissance régionale va dépendre de l'échelle de la région.

Rôle

Rôle par rapport à la région, rôle qui peut être majeur.

- Stabilisation de leur environnement

Rôle modérateur et stabilisateur qui leur est reconnu par les puissances mondiales.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



- Hégémonie régionale (Chine, Inde)

Concurrence entre les puissances régionales pour l'hégémonie.

Il est difficile de faire cesser les conflits par des puissances extérieures, mais peut permettre d'éviter l'extension.

- entretenir le conflit jusqu'à épuisement des puissances en concurrence. (Irak/Iran, Indes/Pakistan, Argentine/Brésil)

16. Les petites puissances

Économie limitée, peu nombreuses et pas de capacité à se défendre seules.

Au niveau des RI, deux problèmes :

- **Sécurité : comment faire ?**

La soustraction :

Se soustraire aux conflits = ne pas y prendre part = neutre.

≠ du statut de neutralité juridiquement reconnu et permanent (Suisse).

Politique neutraliste : pas d'engagement juridique, neutre pour un conflit.

L'addition :

Chercher des alliances de sécurité.

Ex : Norvège lors du conflit Est/Ouest.

La soustraction et l'addition sont des options à choisir successivement, en fonction du contexte et des parties et conflit.

- **Influence : comment se faire entendre ?**

Possibilité d'un multiplicateur actionné par la diplomatie.

Cependant toujours dépendantes des autres puissances → rôle disproportionné par rapport à la réalité.

Ex : Cuba + Syrie possesseurs de l'arme nucléaire braquée sur les USA par l'URSS.

Les Micro États

États formellement indépendants (Andorre, Liechtenstein) qui sont le plus souvent le fruit de la décolonisation.

Pas d'activité militaire, majoritairement sous protectorat.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



17. La régulation juridique des relations internationales

Caractères négatifs

- Absence d'un mécanisme autoritaire de formation et d'application du droit

Pas de constitution (juste la charte des NU)

Pas de législateur

Pas de gouvernement international

Pas de principe de juridiction obligatoire au niveau international, même s'il y a des juridictions internationales

- Faible coordination des règles internationales

Règles générales peu nombreuses et souvent vagues

Elles protègent la liberté d'action des États : souveraineté, égalité, intégrité du territoire, limitation du recours à la force, exclusivité du pavillon, traités...

Hiérarchie entre les règles peu développées

Règles juxtaposées et parfois contraires → relativité de l'engagement international.

à Plusieurs droits internationaux : l'État choisit ses engagements

Caractères positifs

- Accord entre États souverains

Accord origine des sujets de droit international

Accord origine des règles internationales → pas de règle formelle

Accord garantie d'efficacité du droit international → intérêt commun

- Engagement international de l'État

Engagement de l'État pris à l'égard de lui-même

Engagement = garantie d'application du droit international

Prévision du respect de l'engagement dans le droit interne (art 55 constitution)

Engagement de l'État pris à l'égard des autres

Conséquences :

→ Mesures de rétorsion à la suite d'un non respect d'engagement

= Contre mesures normalement contre le droit mais qui deviennent valables en cas de non respect d'un engagement par un État.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



18. Souveraineté et égalité des États

Souveraineté

Définition allemande : « le souverain dispose de la compétence de la compétence, c'est-à-dire le droit inaliénable d'organiser librement les compétences juridiques qui le concernent ».

- Distinction souveraineté interne et internationale

Interne : caractérise l'État par rapport à lui-même. Principe légitime, conception démocratique de l'État reconnu. Art 3 C 58 : appartient au peuple.

Internationale : l'État en est le titulaire. Relative → divisée entre les États égaux (Charte NU).

- Indépendance

État non indépendant → non souverain (l'État protecteur a les compétences internationales).

Indépendance → souveraineté protégée → principe de non-ingérence.

Compétences internationales

- Territoriale

Espace soumis à la juridiction de l'État. Souveraineté absolue mais limitée :

→ Engagements internationaux

→ Souveraineté dégradée : pas de souveraineté pleine et entière sur certains espaces (mer par exemple)

- Personnelles

Lien d'allégeance → entre État et personnes (morales, physiques, voire objets)

Personnes morales et objet → nationalité (siège social, capital, pavillon du navire)

- Fédératives

Possibilité pour l'État de conclure des accords avec d'autres États.

= Attribut de la souveraineté (et non limite) → arrêt Vapeur Wimbledon 1923

Égalité

- Égalité juridique

= Égale capacité des États à être titulaires de droits et d'obligations sur le plan international.

Pas d'égalité pratique → chacun s'engage où il veut.

Égalité des consentements → réciprocité (≠ symétrie).

- Correctifs en faveur des États puissants

Se retrouvent dans les organisations internationales.

Corriger les effets des égalités juridiques pour ne pas heurter les égalités de fait → pondération de la représentation.

- Correctifs en faveur des États faibles

Inégalités des contributions financières (pays riches payent plus)

Inégalités compensatrices : dans les échanges



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



19. Les transformations de la société internationale depuis la chute du Mur

La chute du mur de Berlin symbolise la fin de la séparation Est/Ouest, elle symbolise la fin du rideau de fer. Ce rideau étant supposé le protecteur de l'URSS face au monde, la chute de ce mur symbolise par la future chute de l'URSS, et l'échec de son modèle.

La conséquence qui suit effectivement est la fin du modèle communiste et la dislocation de l'URSS, le 25 décembre 1991 (date de la démission de Gorbatchev, constatant que l'URSS n'existait plus). La politique d'ouverture de Gorbatchev s'est finalement conclue par l'adhésion des anciennes démocraties populaires à l'U.E. et l'O.T.A.N. Entre autre pour répondre à cette future demande, la C.E.E. signe effectivement le traité de Maastricht, la transformant en l'U.E. que nous connaissons aujourd'hui. L'autre conséquence, indissociable, est la réunification de l'Allemagne entreprise par le chancelier Helmut Kohl qui aligne les deux monnaies, alourdissant ainsi pour les 15 années à venir l'économie de l'Allemagne de l'Ouest de sa voisine. Quant au Sud, il devient les Sud. C'est la fin de son alignement politique neutre face aux blocs, et la révélation des profondes différences de développement économique, et politique qui la traverse.

La résistance pour ainsi dire à l'hégémonie américaine qui était supposée suivre la fin de l'URSS s'établit par un terrorisme international soutenu par des roques states, débouchant sur le 11 septembre 2001.

La construction communautaire européenne s'amplifie, 15 nouveaux pays entrent. Néanmoins, cette construction se verra ralentie par le Traité d'Amsterdam de 1997 puis par le NON à la Constitution Européenne de 2005.

Enfin, les mécanismes régulateurs mondiaux sont affaiblis. Les Etats-Unis concurrencent directement l'ONU dans la mission de gendarme du monde. Ils n'ont ainsi pas signé le traité instaurant la CPI et interviennent en Irak contre l'avis du Conseil de Sécurité. L'OMC est elle créée en 1994 et diffuse une politique de libéralisation de l'économie mondiale, appuyée par le FMI.

20. Plan général du cours

Cf. plan



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



21. Existe-t-il une hégémonie américaine dans les RI contemporaines ?

Hégémonie = forme de domination. Entre l'impérialisme (colonisation) et le leadership (tête d'un groupe pour des projets communs).

Supériorité relative qui renvoie à la notion de puissance → puissance vue comme un modèle. Pas de conquête ni de gestion politique directe des pop. extérieures!

Isolationnisme → le reste est un danger (ex: Irak). Cherche à garder sa supériorité.

Thèse hégémoniste

Hégémonie américaine évidente et positive.

→ Éléments objectifs

Supériorité : culturelle, économique, militaire + stabilité des institutions, mise en place d'une hiérarchie

Modèle universel → aucun État ne peut rivaliser avec la combinaison américaine

→ Éléments subjectifs

Politique des USA : se veulent État modèle, «hégémonie bienveillante»

Hyperpuissance : s'intéressent à toutes les situations → opérations militaires sans l'avis du Conseil de Sécurité.

Centre de toutes les organisations + ouvertures économiques → nouveaux marchés.

Classification des États pour intervenir ou non.

Perception de la domination

Acceptée et souhaitée par beaucoup → stabilisatrice et régulatrice (cohésive).

D'autres : contre → thèses déclinistes.

Thèse décliniste: résistance à l'hégémonie américaine

→ Éléments objectifs

Déclin de la puissance depuis 1945 (Todd)

Paul Canoni : plus nuancé → plus les moyens pour certaines charges

- - Déficit économique : fragilité de l'économie sur laquelle repose la crédibilité de la puissance
- - Militarisation de la politique étrangère : puissance déclinante → surcapacité militaire + aucune résolution de conflit mais rôle modérateur

→ Éléments subjectifs

Hégémonie négative



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Opposition frontale : France et Allemagne
11 septembre = signe de vulnérabilité

22. Le régionalisme dans les organisations internationales

Signification du régionalisme. Extrêmement ambigu. Dans son sens courant, on a le sentiment que c'est une organisation qui va reposer sur la **proximité géographique**. **Régionalisme dérive du panaméricanisme** (idée que les américains doivent eux-mêmes régler les affaires internes). En réalité, le **régionalisme repose fondamentalement sur des affinités subjectives**. C'est ainsi que l'OTAN va comprendre la Grèce, la Turquie, mais pas la Suède ni la Suisse. L'UE est définie non pas essentiellement par une appartenance géographique mais par les **critères de droit pénal : référence à des critères communs, défense des droits de l'homme, économie de marché**. **2 équivoques internes** : -Renforcement de l'égalité entre les membres ou phénomène de domination? Question du leadership positif ou négatif Positif : Au sein de l'organisation, un groupe d'État dominant, et autour un **groupe d'États dominés**. Pt de vue juridique : **toutes les organisations sont fondées sur le principe de l'Égalité souveraine de tous les membres**. Permet d'éviter un phénomène de **domination soudaine** (notamment des petits États). On substitue une **relation multilatérale à une relation bilatérale**. **Négatif**: **Existence d'une menace extérieure contre laquelle l'organisation réagit**. Les alliances sont faites par leurs ennemis. L'OTAN, sa solidarité était la perception commune d'une menace soviétique. Autre exemple: EU et UE - Équivoque entre la coopération et l'intégration. Définissent deux modèles de l'organisation internationale. La coopération est la formule la plus répandue et de très loin. Suppose que les États membres s'entendent pour gérer ensemble les activités communes. Formule statique et permanente. **Formule plus ambitieuse** : l'intégration. Les États membres transfèrent des compétences qu'ils n'exerceront plus eux-mêmes.

3 équivoques externes - Décentralisation ou concurrence entre organisation régionale et universelle? Les **organisations régionales doivent être un étage dans la construction par degrés d'une organisation internationale**. Il y a en théorie une hiérarchie créée entre organisation régionale et universelle. - Équivoque entre le rapprochement et l'affrontement: es organisations régionales peuvent conduire à cristalliser les affrontements puis qu'à rétablir l'harmonie. - La création d'une organisation donnée peut entraîner la **constitution d'une autre organisation qui lui serait contraire**. (Ex: **pacte de Varsovie/Otan**) (**Organisation internationale** = groupement d'États à vocation permanente créé par un traité interétatique disposant de compétences d'attribution et d'une organisation spécifique et des structures institutionnelles.

Organisation régionale : compétences surtout économiques, tournée vers l'intégration → UE.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Plus difficile d'y être admis)



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



23. Le mouvement d'organisation internationale

On peut distinguer trois étapes successives :

- Celle de la **naissance d'organisations à caractère purement technique**, qui vont apparaître de façon très modeste dès le **début du XIXe siècle**. Il y a des domaines dans lesquelles l'État ne peut agir seul, ne peut régler seul les questions qui le concernent, doit **coopérer**, une nécessité. C'est particulièrement vrai dans le **domaine des communications**. Elles visent à être internes sur le plan de l'État, mais ont une **dimension internationale**. Aussi communications invisibles. Première organisation : **commission centrale du Rhin** (fleuve internationale). La création de cette commission est prévue par les **traités de Vienne en 1815**, fin guerres napoléoniennes. **Voit le jour en 1831** seulement. Lui donner un pouvoir de réglementation de la navigation + rendre plus navigable, **améliorer les constructions**. On va faire la même chose pour le **Danube en 1856** lors du congrès de Paris, après la guerre de Crimée, qui marque victoire franco-anglaise sur la Russie. **Internationalisation du fleuve Danube et règles communes pour la navigation**. Aujourd'hui la commission du Rhin existe toujours. On trouve des commissions de ce type sur la plupart des fleuves internationaux.

- Deuxième moitié du XIXe siècle institution **d'organismes à compétence purement technique et administrative** : les Unions. Encore dans le domaine technique, avec **Union télégraphique internationale (1865)**, et devient 1936 : **union internationale des télécommunications, UIT**.

UPU : **Union postale universelle (1878)**. Accord sur la **tarification**, règles d'acheminement communes. **Implique une administration internationale**.

- Puis **création d'unions du chemin de fer** dans les années 1880/1890. Beaucoup de ces organisations ont été maintenues ou créés dans le système de la SDN ou de l'ONU. Ex. OCDE. Ex2. OACI (organisation de l'Aviation civile internationale), **1944**. **Organisation maritime internationale**. Ont des vocations universelles, mais à la base européenne.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



24. Les États et la conduite de leurs relations extérieures

Pour les États, la politique extérieure est une politique publique parmi d'autres. Problèmes d'options, d'efficacité, de contrôle et d'évaluation des résultats en vue de leur redressement éventuel. A) La prépondérance de l'exécutif **Origine:** Origines anciennes. La démocratisation des affaires publiques est moins poussée qu'ailleurs. Les petites affaires ne font pas l'objet de débats internes.

De ce fait, la prépondérance de l'exécutif résulte d'un certain désintérêt de l'opinion publique. Lorsqu'on s'intéresse aux questions internationales c'est sur la base de questions internes : Pour des raisons de politique intérieure.

Raisons :

- x Sentiment que l'exécutif est le plus informé : conduit les relations diplomatiques. Mieux à même de comprendre les contraintes et conditions de la vie internationale.
- x La conduite de telles politiques demande une unité de politiques. Il faut à un moment faire des choix à ne pas faire durer encore et toujours le débat.

Rôle :

- Régimes parlementaires: Distinction entre le chef de l'État et le gouvernement. Chef de l'État à fonction de représentation. Premier ministre + gouvernement : fonctions décisionnelles, conduite de la politique.

Nuances: Efficacité de la puissance du président, à condition qu'elle soit invisible. Sous la Ve: Partage institutionnel fixé par la constitution. En vertu de l'article 52, négocie et ratifie les traités. En vertu de l'article 5, garant de la constitution. Il est chef des armées.

- Gouvernement: compétences en matière internationale. Détermine et conduit la politique de la nation. Il négocie et assure l'entrée en vigueur des accords qui ne sont pas soumis à ratification. La cohabitation ne peut fonctionner que si le président et le PM s'entendent sur la politique internationale.

États-Unis : Le rôle de la présidence dans la montée en puissance du pays a été décisif. Les initiatives du président ont sorti les États-Unis de leur isolationnisme.

- Les parlements. Ont un pouvoir de contrôle. Ils autorisent la ratification des traités, et consentent à un certain nombre de décisions. Les parlements s'intéressent dans l'ensemble assez peu à la politique internationale. Le débat public, s'il existe est plutôt organisé par les ONG. À ce dialogue normal, se substitue un dialogue ONG-administrations.

B - La Continuité de la politique extérieure

Continuité remarquable s'agissant des politiques publiques. En cas d'alternance politique forte, on ne va pas détruire ce qui a été fait précédemment. Continuité sensible en matière de politique internationale.

Deux explications :

- Permanence des intérêts de l'État qui transcende les divisions politiques, survit à leur changement.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



En France, un des éléments de la continuité est la volonté d'exister en soi sur le plan international. - Attachement à la construction européenne, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

25. La chute de l'URSS

Facteur idéologique

1950 : rapport Khrouchtchev critiquant le régime stalinien → doutes

1960 : épuisement du dynamisme révolutionnaire qui avait entraîné les révolutions russes.

Sous Brejnev (1964-1982) : contestations internes à l'URSS + externes (maoïsme → contestation révolutionnaire) suite à la restabilisation sous angle bureaucratique.
→ Affaiblissement interne du communisme qui se défend sur tous les fronts.

Facteur politique

Pas d'enracinement du modèle soviétique dans la politique populaire et dans l'Europe.

1973 : conférence d'Helsinki → remise en cause par les autres pays de l'idéologie (veut faire reconnaître son extension sur la Pologne).

Facteur économique Contradiction croissante entre la puissance internationale de l'URSS et la puissance réelle

Faible développement, toujours sous développés alors que c'est l'époque des Trente Glorieuses + courses aux armements → dépenses excessives.

Facteur technologique

Retards profonds en informatique + réglementation des échanges technologiques par l'OTAN → aggravation du retard informatique et dans les produits civils.

1983 : Reagan lance l'Initiative de Défense Stratégique → menace nucléaire permanente → creux de l'écart car pas de moyen de développer son système.

Échec de la politique de Gorbatchev

Perestroïka (restructuration) et Glasnost (transparence) → pas de véritables transformations, réformes prudentes.

Démembrement URSS

1991 : coup d'état par un groupe conservateur. Quelques jours uniquement mais :

- Déclaration d'indépendance des pays Baltes
- Indépendance Ukraine et Biélorussie (siègent à l'ONU)
- Les autres pays suivent le mouvement d'indépendance



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



31 décembre 1992 : fin de l'URSS



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



26. Le processus de réunification de l'Allemagne

Rapide et volontaire, véritable politique nationale. **La réunification va suivre rapidement la chute du mur en 1989.**

Préparation

Depuis 1989 mais pacifiquement et dans les frontières délimitées par la 2^{nde} GM.
URSS pense nécessaire la neutralisation de la force militaire allemande.

Obstacles

Division → stabilité + RFA qui se rallie à l'Ostpolitik
Eisenhower refuse de reconnaître la RDA → jusqu'en 1966 avec l'Ostpolitik.

1970 : Accords avec la Pologne précèdent les accord sur Berlin qui rappelle les responsabilités de chacun.

1972 : Traité fondamental entre RDA et RFA qui traduit une reconnaissance mutuelle.

1973 : entrée des deux Allemagnes dans l'ONU.

1975 : conférence d'Helsinki → consolidation → rapprochement des deux parties.

Réalisation

Absorption de la RDA par la RFA.

Traité signé par les alliés (mais pas d'un commun accord) qui reconnaît la réunification.

URSS → interdiction des armes nucléaires sur le territoire allemand **Traité 4+2 : Jeu de retournement complet. Tout ce qu'a pu obtenir l'URSS c'est qu'il n'y aurait pas d'arme nucléaire en RDA et a obtenu le rapatriement des troupes.**

Pologne → confirmation de la ligne Oder-Neisse + construction communautaire avec Maastricht.

Jeu spontané du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans conflit.

L'Allemagne va occuper tout de suite une position dominante en Europe (80 millions d'habitants), démographiquement et économiquement.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



27. Égalité et inégalité entre États

L'Égalité:

Corollaire de la souveraineté (. Article 2 §1 de la charte des Nations Unies. Égalité juridique) Souveraineté Le souverain dispose de la compétence de la compétence. Libre d'organiser ses compétences par lui-même. Distinguer souveraineté internationale et souveraineté intérieure.

§1 - L'Égalité juridique

Son aspect positif implique que tous les États disposent de la même capacité d'être titulaires de droits et d'obligations en vertu du droit international.

L'égalité juridique est la capacité des États à être titulaires de droits et d'obligations en vertu du droit international. L'égalité des consentements implique la réciprocité des obligations. Au sein des conférences ou organisations, par exemple, chaque État dispose d'une voix. Avantage pour les petits Pays.

§2 - Les Correctifs de l'Égalité

L'égalité ne signifie pas que le contenu des engagements internationaux soit identique pour tous + Pas de symétrie des obligations

Adaptation en fonction des inégalités de fait: correctifs juridiques. On peut mentionner deux types d'inégalités : en faveur des États puissants et en faveur des États faibles.

En faveur des États Puissants : Pondération de la représentation en fonction de la population, ou de la richesse des États. statut de membre permanent du conseil de sécurité (Russie, Chine, Royaume Uni, États-Unis, France) En faveur des États faibles: Principe de l'inégalité compensatrice: revendication formulée dans le cadre du droit au développement Inégalité des contributions financières aux organisations internationales (NU ou UE). Le principe d'Égalité s'adapte donc aux situations particulières des États



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



28. Les États défaillants

Les « failed states »

Idée qui date de la décolonisation. «soft states»

= États qui ne sont pas capables d'assurer la sécurité de leur population, une activité économique et sociale (l'État n'assume plus ses fonctions). États dont les Services publics ne fonctionnent plus. **Remise en cause de la structure, de l'unité nationale ou sociale, voire de l'existence même des États en cause. Plus de politique d'intérêt général, plus de sécurité publique. L'État n'assume plus ses fonctions essentielles.** États Africains, notamment Afrique centrale, région des grands lacs, petites républiques issues de l'URSS. Augmentation des prix des ressources aggrave le sort de ces pays, les problèmes de santé publique.

Conséquences : guerre civile, génocides, démantèlements, criminalité, gangs → migration de la population.

Solution : pas de formule magique. Reconstruire le pays juridiquement et politiquement.

La société internationale ne peut pas se désintéresser de ces problèmes.

Instance la plus rattachée à la stabilisation de ces États est l'UE. Elle se considère comme une force de paix. Souvent, les États Défaillants sont des anciennes colonies.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



29. Mode de formation du droit international

4 modalités principales: 1- La coutume internationale: « preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit » (article 38 du statut de la cour internationale de Justice) Elle est composée de la pratique générale et de l'opinio juris **Contenu:** Non écrite, contenu virtuel. Le Statut de l'État, les réglementations du statut de l'État et les règles générales du droit international sont toutes coutumières

Rôle : Coutume à pas d'autorité supérieure aux traités. Traités particuliers peuvent y déroger. Le traité l'emporte comme étant la règle spéciale. Codification internationale: Convention de Vienne (1961) à relations diplomatiques

Convention de Vienne (1963) à relations consulaires

Convention de Vienne (1969) à droit des traités entre États 2- Les traités internationaux

(article 38) : **Les traités comme catégorie juridique:** - écrits qui résultent d'un accord formel entre États mais peuvent s'appliquer aux particuliers (lois dans l'ordre interne). - les États sont appelés « partis ». La dénomination des traités est très diversifiée (charte, convention, pacte, protocole...)- La force obligatoire résulte de l'engagement formel que prennent les États.

Diversité et classification des traités: ils sont classés suivant différents critères: Nombre des partis : bilatéraux, régionaux, multilatéraux **Nature des stipulations**

des traités : traités normatifs (règles) et traités institutionnels (créent des

institutions) **Principe de leur régime juridique:** « pacta sunt servanda » (force obligatoire des traités, matérialisé par l'art 55 de la constitution), ne concernent pas les tiers.

3- Actes unilatéraux étatiques : doivent être respectés par les tiers s'ils sont conformes à l'ordre

international. Ils existent du fait de l'action de l'État et de l'exercice de ses compétences

souveraines: leur origine est coutumière : peuvent établir des droits ou renoncer à des droits.

L'effet international de ces actes est toujours conditionné par l'existence d'un engagement de

l'État qui les édicte : libre exercice de ses compétences 4- Actes des organisations

internationales: Nombreux et divers. ils relèvent de catégories différentes suivant leur

origine et leur autorité (organes politiques, caractère de décisions...) Ils sont tous subordonnés

au traité constitutif. Ils ont un caractère dérivé du traité de base. Ils sont le plus souvent le

produit de délibérations au sein d'organes collégiaux. Ils sont du «droit dérivé». Ils

démultiplient les formes et engagements de l'État mais n'en changent pas la nature et n'en font

par disparaître le caractère fondamental.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



30. La participation aux organisations internationales

Les principaux participants sont les États = États membres.

Membres originaires/membres admis

Les originaires ont conclu et négocié le traité de formation de l'organisation, ils ont contribué à en définir la structure et les traits.

Les admis deviennent membre après la création de l'organisation. Candidature à présenter selon une procédure particulière définie dans la charte des NU.

Ils ont soumis à un droit corporatif, ils ont des droits égaux mais la participation aux organes n'est pas la même.

Les formes de participation limitée

- Les États

Les États qui ne veulent ou ne peuvent pas devenir membres → observateurs.

Associations internes → prélude à l'admission

Associations externes → obtenir l'assistance de l'organisation sans être membre.

- Les autres organisations internationales

Une autre organisation peut être observatrice.

Les institutions spécialisées peuvent avoir le statut → faciliter le travail commun

- Les mouvements de libération

NU accordent un statut d'observateur → reconnaissance de la légitimité du droit à l'indépendance, sorte de promesse d'admission.

- Les organisations non gouvernementales

Charte des NU qui prévoit leur consultation sur des questions de leur compétence.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



31. La personnalité juridique des organisations internationales

L'utilité de cette personnalité pour l'organisation : La personnalité va donner à l'organisation une existence juridique autonome et lui permettre de mener son activité propre. C'est ainsi que l'organisation peut conclure des traités et plus largement tous les actes juridiques qui vont être nécessaires à son fonctionnement. Adoptent leurs propres actes dirigés vers leurs membres. Elles diffèrent ainsi d'une simple conférence.

A) Personnalité internationale

- N'est pas nécessairement explicitement prévue dans traités de base. L'ONU ne prévoit rien concernant personnalité internationale. -Mais la jurisprudence internationale a malgré tout reconnu que l'organisation disposait de cette personnalité de manière objective. Elle était opposable aux états membres et aux états non membres Cette personnalité juridique n'est ni originaire (dérive de traités constitutifs) ni plénière (compétence d'attribution) L'organisation a aussi un pouvoir d'auto organisation : règlement intérieur, règlement général. Elle peut aussi avoir une compétence de légation

B) Personnalité interne Personnalité dont elle dispose au sein des états membres. L'ONU est considérée comme une personne en droit français. N'ayant pas de territoire, elle doit disposer de l'instrument juridique qui lui permet d'exercer cette activité au sein de ses états membres : actes de gestions relèvent du droit interne mais que l'ONU peut exercer : cf. art 104 « personnalité juridique sur TOUS les états membres. »

Eléments

Le traité constitutif ne prévoit pas nécessairement la personnalité internationale.

Personnalité reconnue → indispensable pour l'accomplissement des fonctions de l'organisation.

Ex : ONU reconnu par les pays membres + les non membres.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



32. La structure de l'organisation internationale

Pluralité d'organes et types d'organes

→ AG, secrétariat, organe exécutif, organe juridictionnel...

→ Organes de pouvoir (représentants d'État), ayant un personnel juridictionnels (magistrats indépendants de l'organisation), ayant un personnel de l'organisation.

L'organisation se construit sur une base instrumentale (≠ État : principe de représentation) → structuration en fonction de la mission à accomplir.

Organes interétatiques

- Organes intergouvernementaux = délégués gouvernementaux

Dans toutes les organisations. Désignés par le gouvernement et leur vote/opinion se fait en fonction des instructions du gouvernement (diplomates...)

AG → dire quels sont les gouvernements légitimes si doutes.

- Organes non gouvernementaux

Non désignation des délégués par le gouvernement.

Représentation parlementaire : parlementaires nationaux élus au suffrage pour 5 ans.

Pondération suivant la grandeur de l'État.

Tripartisme au sein de l'OIT : prévu par le Traité de Versailles.

Associer les représentants du capital et du travail au sein de l'État. 3 moyens de représentation : un délégué nommé par une organisation patronale + un délégué nommé par une organisation syndicale + deux autres sont nommés par le gouvernement. Tripartisme en déclin : mondialisation, monopole de l'OMC...

Organes intégrés

- Organes ayant un pouvoir de décision

Organes politico administratifs

Secrétaire général des NU : élu par l'AG sur recommandation du conseil de sécurité (droit de veto). Indépendance politique et administrative. 5 ans.

Commission des communautés : élection par les États membres pour 4 ans et investis par le parlement.

Organes juridictionnels : organes collégiaux dont les fonctions sont longues.

Organes d'expertise et de travail : organes dérivés institués par les NU pour la recherche et le désarmement et pour la codification du droit international.

- Organes d'exécution

Fonctionnaires : permanents et spécifiques à chaque organisation. Peu, politisés

Agents : simple contrat périodique à durée courte. Même droits que ceux en haut

Organes pléniers et restreints

- Pléniers : regroupent l'ensemble des États membres. Dans toutes.

AG, parlement.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



- Restreints : nb limité d'États membres. Conseil sécurité, CA OIT...
Intervention rapide, statut élevé

33. Les organes originaires des organisations internationales

Organes originaires ou principaux

Ils sont créés par le traité de base.

Exemple : il y en a 6 à l'ONU → AG, Conseil de Sécurité, conseil économique et social, conseil de tutelle, secrétaire d'État, CIJ.

Natures différentes (4 interétatiques, 2 intégrés, 1 plénier, 3 restreints...)

Les pouvoirs sont différents.

Organes dérivés ou subsidiaires

Ils sont créés par les organes originaires pour les assister dans leur mission.

- - Fonctions

Très diverses.

Organes interétatiques : AG des NU a créé le CNUCED

Conseil de Sécurité : opérations de maintien de la paix grâce à des organes dérivés.

Organes juridictionnels : AG des NU a créé le tribunal administratif des NU.

Pas de subordination nécessaire à l'organe créateur.

- - Utilité

Vision positive, favorise la dynamique institutionnelle → faire face à des problèmes nouveaux plus rapidement.

Compenser et outrepasser la rigidité des chartes.

Nouvelles missions → élargissement des compétences.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



34. Le Conseil de Sécurité

Il est conçu comme une forme de gendarme national qui remplit une mission de police, avec les moyens militaires appropriés. But: maintenir ou rétablir paix/sécurité nationale. Moyens discrétionnaires. Pas d'armée autonome. **Base juridique:** Le conseil agit pour la paix, au nom du chapitre VII de la Charte «les hypothèses où la paix est immédiatement menacée ou rompue». Compétence larges et intenses: contrôle de nature politique, forme de contre pouvoir. Latitude d'appréciation convenable. Il est libre d'agir ou de ne pas agir **Gammes d'interventions :** - Compétence de qualification (appréciation des faits) - Capacité de suggérer aux parties des procédures de règlement pacifique. - Capacité d'indiquer, à titre facultatif ou obligatoire, des principes de règlement - Capacité de prendre des mesures coercitives n'impliquant pas l'emploi de la force - Le pouvoir de recourir à la force armée en utilisant les forces placées sous son autorité ou en autorisant certains Etats membres à employer la force Elargissement autonome de ses compétences avec la pratique (Sierra Leone) Une intermittence politique du conseil est possible par l'intermédiaire du droit de veto au profit de 5 membres permanents. Le veto: 2 analyse - Dominante: met l'accent sur les conséquences négatives du veto Veto permet à ceux l'ont d'être au dessus de la charte: ils peuvent s'opposer à l'adoption de toute mesure à leur rencontre ou ignorer le problème - Aspects positifs de celui-ci: Si il n'existait pas, une majorité pourrait parvenir à prendre des décisions pouvant comporter l'autorisation du recours à la force contre un membre permanent. Ce veto a donc pour fonction de déconnecter le système de sécurité collective. On prévient de l'aggravation de la crise. Le veto permet un certain contrôle du conseil qui peut agir de façon discrétionnaire.

35. Les juridictions internationales

Différents types : auto-soumission = non obligatoire (CIJ), application du droit (CEDH), interprétation du droit communautaire (CJUE), jugement de personnes (CPI).

Qui sont les juges ? Critères techniques, de représentation des Etats (ex CJUE). Ils sont indépendants et disposent de nombreux privilèges.

Quelles contraintes ? Il n'y en a pas, les Etats sont supposés exécuter spontanément leurs décisions (il n'y a pas de force mondiale ou régionale de coercition)

Quel contrôle des juridictions ? Aucun. Le seul à en avoir est la CPI par le Conseil de sécurité (ce qui peut jouer une dimension politique).



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



36. Modes de votation au sein des organisations internationales

= Les modes de prise de décision.

Règle de base: Unanimité → 2nde GM : majorité → aujourd'hui : certain retour à l'unanimité : consensus.

Modalités du principe majoritaire

Option à choisir :

- Egalité ou pondération

En règle général l'égalité est choisie, sauf dans les organisations économiques où la pondération est faite en fonction des richesses, de la population...

- Majorité simple ou qualifiée

Selon la nature des questions.

NU : simple pour les questions ordinaires et 2/3 pour les questions délicates.

Si contestation sur la nature de la question → simple.

Combinaison majorité/unanimité (propre au conseil de sécurité)

Charte des NU.

Questions de procédure (ordre du jour, convocation) → majorité des 9/15

Questions de fonds → 9/15 sachant que les 5 membres permanents doivent tous être compris dans les 9.

La charte fonctionne autour de ce droit de veto, permet le fonctionnement de l'ONU, l'action collective des membres permanents.

Le consensus

Sorte d'accord général tacite.

Présentation d'un texte → le Président demande si quelqu'un veut un vote → si non, accord tacite sur le texte.

Consensus : lorsqu'il n'y a pas d'entente.

→ Raison technique : 1964, conflit du Congo → a permis de ne pas poser la question de la survivance du droit de vote français et russe.

→ Raison politique : permet de chercher des résolutions de compromis. Les États sont mis en face de leur responsabilité.

- Consensus si possible :

A défaut de consensus → vote majoritaire. Pousse au consensus.

- Consensus sine qua none :



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



Pas d'acceptation du texte tant qu'il n'y a pas un consensus établi.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



37. Les organes parlementaires dans les organisations internationales

* Organes non gouvernementaux

La représentation parlementaire: Tout à fait en développement et contemporaine.

Se traduit par l'existence d'organes parlementaires au sein de l'organisation. Ainsi le parlement européen, l'assemblée de l'OTAN, du Conseil de l'Europe... formule qui se retrouve uniquement pour organisations régionales : on cherche une certaine démocratisation des relations internationales.

Deux formules :

- - les parlements nationaux désignent en leur sein des groupes qui vont constituer l'assemblée de l'organisation. SU Indirect : les délégués à l'assemblée parlementaire le sont car ils le sont déjà parlementaires au niveau national.
- - Parlement européen : SU direct dans tous les états membres de l'union depuis 1979 à la suite de la décision de principe de 1976. Élections qui ont lieu tous les 5 ans.

Pourquoi cette transition ? Désir de donner de nouvelles bases à la construction européenne : volonté que les populations « s'approprient l'Europe ». Ce qui est vrai : pondération entre les états membres en fonction de leur démographie (nombre d'habitants). On sort de l'idée « un état, une voix ». Mais aussi, des groupes parlementaires vont se constituer au sein des organes : grandes tendances politiques un peu modifiées par rapport aux tendances internes mais vont favoriser toutefois une vie politique européenne dépassant clivages internes. De plus, le parlement européen a un pouvoir décisionnel. Volonté de renforcer légitimité et puissance du parlement.

Cependant, Les élections se déroulent toujours dans le cadre national : obéissent selon les clivages nationaux, s'intègrent dans séries des consultations internes. Une élection européenne : plus ou moins un prélude aux présidentielles.

Certaines personnalités servent de locomotives lors des campagnes mais souvent démissionnent dès leurs élections et laissent leur place à ceux qui assistent. Et en dépit de ces groupes parlementaires idéologiques, il y a souvent des intergroupes nationaux : solidarité nationale joue.

L'intergroupe allemand est assez solidaire Bruxelles est le théâtre d'un nombre important de lobbies : là où sont les lobbies, est le pouvoir. Agissent auprès de la commission et du parlement. On a souvent dit qu'au fond, l'Europe c'est « le groupe parlementaire allemand + les lobbies. »



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13





La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



38. L'Union Européenne comme concept, comme espace, comme puissance

Vision britannique de l'Europe: plus économique que politique, plus libre échangiste que communautaire. L'Union est provisoirement en panne de projet. Maintien de l'entente franco-allemande: axe fondamental de l'Union

Comme concept: Son approfondissement progresse lentement. Il se traduit par les conséquences de la monnaie unique. (Traité de Maastricht 92). But: coordination accrue des politiques économiques, budgétaires et fiscales. Pacte de Stabilité en 95 tend à limiter les déficits publics. Crise de 2008 : difficultés économiques mais a permis de dégager sous la présidence française une gouvernance conduite par les grands Etat.

L'expansion de l'Euro progresse néanmoins. Il ne concurrence pas encore le Dollar comme monnaie internationale de réserve et la crise de 2008 constitue pour lui un défi.

Comme espace: Pays développés d'abord (Autriche Suède Finlande 1995) + Europe socialiste en 2004 (Chypre, Lettonie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Hongrie, Estonie) + Bulgarie Roumanie en 2007 + Négociation avec la Turquie en 2005. Question des frontières ultimes de l'Union. L'élargissement entraîne une modification substantielle des équilibres au sein des instances gouvernantes.

Comme puissance: L'identité européenne progresse à travers ses institutions, mais les capacités de l'UE en matière de défense demeurent en débat. Traité de Lisbonne: Nomination d'un président du conseil européen. La France souhaite développer une personnalité proprement européenne dans le domaine politique comme dans celui de la sécurité et de la défense. Création d'une «force de réaction rapide». Robert Kagan: L'Europe est structurellement vouée à la faiblesse: culture d'une diplomatie morale, fondée sur des valeurs, sur le multilatéralisme, sans pouvoir ni vouloir s'engager militairement. Etats Unis: seul pays capable d'avoir recours à des actions guerrières.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



39. La continuité de l'État

Elle signifie que la personnalité internationale de l'État n'est pas atteinte par les vicissitudes politiques qui peuvent l'exercer.

a. Continuité dans le temps

Un État va connaître dans une histoire des événements qui vont changer ses institutions. (Révolution française, révolution Russe de 1917, métamorphoses de l'Allemagne).

Changements fondamentaux pour l'État sur le plan interne, sans affecter le plan international de l'État. Principe de continuité de la personnalité.

Difficultés pratiques. Russie à URSS à Russie. A contracté de nombreuses dettes. Le droit international oblige à garder les dettes de l'État tsariste. Deux types de dettes : de l'État et dettes de gouvernement. Conclusion : toutes les dettes sont des dettes de gouvernement à la Russie ne doit rien. Contestations des États créanciers. Même question à la disparition de l'URSS. Accords promettant l'indemnisation des porteurs d'emprunt (plus symbolique que réel).

a. Continuité dans l'espace

Question juridique : successions d'États. Situation fréquente au XXe siècle avec des conflits mondiaux, la décolonisation et avec la fragmentation de l'URSS et de la Yougoslavie.

Succession partielle. Transfert de territoire entre deux États préexistants dont l'existence n'est pas affectée par ce transfert. Ex. Alsace-Lorraine fait l'objet d'une double succession (1971 puis 1918).

Les États ont été libres d'appliquer entièrement leur système juridique sur le territoire annexé.

Succession totale. Tous les États concernés par la succession disparaissent. Situation exceptionnelle. Surtout quand il y a une situation de fusion d'États. Hypothèse où il y a une sécession, l'un des démembrements de l'État ancien prétend et obtient d'assurer la continuité de l'État (Russie continuité de l'URSS). Lorsqu'il y a une fusion, il y a une succession totale.

Succession mixte. Succession partielle pour un État et totale pour un autre. Le plus souvent, c'est le résultat d'une sécession. Ex : l'Algérie devient indépendante en 1962. La France perd une partie de son territoire. L'Algérie devient un État entier.

Un État ancien absorbe un autre État (Ex. Allemagne)

L'État nouveau (qui se constitue) applique la règle de la « table rase ». Il ne détient aucun droit ni ne supporte aucune obligation de l'État prédécesseur. (Algérie à aucune dette de la



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13



France + pas de place à l'OTAN)

L'État successeur ne peut remettre en cause les frontières issues de la succession.



La Corpo Assas

92 rue d'Assas
Sous-sol, local 13

